

FORMATION D'UN NOUVEL EXÉCUTIF

Manœuvres en coulisses

C'est un rituel : à chaque perspective d'un nouvel exécutif gouvernemental, comme c'est le cas présentement, en vue de se mettre en phase avec la nouvelle Constitution adoptée le 7 février dernier, les états-majors des partis du pouvoir et ceux gravitant autour sont en état d'alerte.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Avec, en sus, des questions inhérentes, entre autres, aux profils des ministres que le président de la République devra nommer : s'agit-il d'une équipe de technocrates ou au contraire de ministres issus des rangs de partis politiques ou d'un mélange des deux genres ? Qui sont ceux qui seront remerciés et ceux qui seront reconduits ? Et la «mère» de toutes les interrogations a trait au sort du Premier ministre, poste que revendique avec insistance le secrétaire général du FLN, faisant valoir le statut de parti majoritaire au Parlement du vieux front du pouvoir. Car pour Ammar Saâdani, plus que le souci que le gouvernail de l'exécutif n'échappe au FLN, il n'est surtout pas question que ce dernier revienne au secrétaire général intérimaire du frère-enne-mi, le RND que certaines «voix» avancent comme potentiel successeur de l'actuel Premier ministre. Et on n'a pas fait l'économie de le faire savoir d'une façon ou ne peut plus claire. Mettant en avant la nouvelle Constitution qui stipule dans l'une de ses dispositions que le président de la République consulte parmi la majorité parlementaire sans toutefois le contraindre à y puiser pour nommer le Premier ministre, le patron du FLN serait partisan du maintien à son poste de Abdelmalek Sellal dont on a admis avec effet «rétroactif» le statut de vieux militant au sein du front à l'occasion du dernier congrès.

Et la guerre entre le FLN et le RND ne s'arrête pas à ce poste de chef de l'exécutif puisque les ministères de souveraineté feraient également l'objet de féroces convoitises au sein de ce duo.

Certains d'autres partis gravitant autour ou se recrutant parmi cette opposition «soft», celle qui dit s'inscrire à équidistance du pouvoir et de cette autre opposition trop «frondeuse», s'agitent pour «se faire voir et valoir» à coups d'offres de services qui ne disent pas leur nom en vue d'une réinsertion pour certains et d'une admission pour d'autres.

C'est ainsi que le président du

front El Moustaqbal n'écarter pas la possibilité de figurer dans un «exécutif de crise» qu'il prône si, précise-t-il, «j'ai carte blanche du président de la République pour gérer la situation actuelle sur la base d'un programme clair et précis». Car pour lui, il n'est pas question de «partage du gâteau mais de s'entendre sur des objectifs communs ayant en ligne de mire l'intérêt suprême du pays et la pérennisation de la nation».

Autre chef de parti à ne pas manquer d'activisme ces derniers temps dans la perspective, sait-on jamais, même si elle s'en défend, de se faire remarquer, la présidente du Parti de l'équité et de la proclamation (PEP). Naïma Salhi, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, a dû faire un



Photo : Samir Sid

virage à 180° pour avoir quitté le navire Benflis dont elle avait soutenu la candidature à la dernière élection présidentielle, et se retrouver comme une fervente partisane du président de la République.

Il y a aussi le secrétaire général de l'ANR qui nourrit toujours l'espoir de retrouver le gouvernement dont le premier séjour d'une année comme secrétaire d'Etat chargé de

la communauté nationale établie à l'étranger, semble l'avoir marqué. Belkacem Sahli se manifeste opportunément, signifiant son soutien au tant controversé projet de loi de finances 2016, au projet de révision de la Constitution, non sans tomber à bras raccourcis sur l'opposition accusée de s'être «spécialisée dans le noircissement de la situation du pays».

Pour le chargé à la communication du MSP, cette guéguerre autour du nouveau gouvernement que l'on «ne peut cacher» n'est qu'une étape dans ma véritable bataille, celle de la succession au président de la République. Et à Benadjaïmia Bouabdellah de soutenir que «les gouvernements se succèdent sans qu'aucun présente son bilan», rappelant que le président de la République a composé «pas moins de 20 exécutifs avec comme résultat, un blocage politique et une crise économique aiguë», affirmant que le prochain gouvernement qui obéira comme de coutume aux «allégeances partisans et aux intérêts étroits», «ne règlera pas les problèmes du pays en raison de l'absence d'une vision prospective et d'une réelle volonté d'améliorer la situation». Et la seule victime de cette guéguerre et de ce blocage, poursuit-il, sera le peuple dont la crise a déjà entamé sa sécurité et son pouvoir d'achat déjà fragile.

M. K.

IL L'A ENTAMÉE HIER À LA PRISON D'EL-HARRACH

Le général Benhadid en grève de la faim

Le général Benhadid a entamé une grève de la faim et des soins, hier, a-t-on appris auprès de ses avocats. Ces derniers ont dénoncé, à plusieurs reprises, les lenteurs de l'appareil judiciaire dans la gestion du dossier de leur client incarcéré depuis la fin du mois de septembre dernier à la prison d'El-Harrach.

Le général Benhadid avait annoncé, à plusieurs reprises, à ses avocats son intention de recourir à une privation de nourriture et de suspendre ses soins mais avait décidé de tempérer ses décisions sur conseil de sa défense. Vers la fin du mois de janvier dernier, il a ainsi dû reporter son action après avoir été informé que la chambre d'accusation avait fixé une audience au 3 février afin de statuer sur la demande de mise en liberté provisoire introduite par M^{es} Mecheri et Bourayou. Cette demande a été rejetée mais les deux avocats, auxquels s'est récemment joint M^e Bouchachi, ont une nouvelle fois enjoint leur client de ne pas entamer l'action avant l'adoption de la nouvelle Constitution. Visiblement décidé à ne plus attendre, il est donc finalement passé à l'acte, hier, sans en faire part à quiconque. Ses avocats se sont déplacés en fin d'après-midi à la prison d'El-Harrach pour confirmer l'information.

Une grève de la faim et plus particulièrement encore sa décision de suspendre son traitement médical pourraient entraîner de graves conséquences sur la santé, déjà fragile, du prévenu. Diabétique, atteint d'une insuffisance cardiaque et souffrant d'une hernie discale qui s'est aggravée avec l'humidité de la prison, le général Benhadid (âgé de 70 ans) veut alerter l'opinion publique sur le fait que la justice n'ait pas donné suite à son affaire depuis son incarcération. Au cours du mois précédent, M^{es} Bourayou et Mecheri ont même organisé une conférence de presse pour dénoncer le fait que leur client n'ait pas été écouté dans le fond sur l'affaire qui l'a mené en prison et ce, en dépit de plusieurs demandes de ses avocats. Ceux-ci ont également dénoncé l'absence de réponse de l'appareil judiciaire suite à la demande de pouvoir présenter un témoin capital dans l'affaire, à savoir le directeur de la radio Maghreb M, où s'était exprimé leur client. Ils avaient, en outre, regretté le rejet, à deux reprises, de la demande de mise en liberté provisoire du général Benhadid, «alors que le dossier devrait normalement relever du délit de presse».

Pour rappel, le général Benhadid a été arrêté puis incarcéré suite à une interview dans laquelle il dénonçait la politique menée par les plus hautes autorités du pays, particulièrement le frère du président de la République et le ministre de la Défense. Pour ce, il avait été accusé d'at-



Photo : D.R.

Le général Benhadid.

teinte à l'image de l'armée. Cette grève de la faim entame, et pour le moins que l'on puisse dire, un tournant inattendu dans une affaire qui a défrayé la chronique. Aux dernières nouvelles, hier en fin d'après-midi, le général Benhadid avait déjà refusé tous les repas de la journée et s'était abstenu de prendre son traitement, dont l'insuline, indispensable aux diabétiques...

Abla Chérif

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES DROITS ET LIBERTÉS DANS LE NOUVEAU CPP

L'article 51 bis 1 controversé

Entré en vigueur le 23 janvier dernier seulement, le nouveau code de procédure pénale, qualifié pourtant de révolutionnaire, n'en récolte pas pour autant un blanchiment de la part des robes noires.

Le bâtonnier de la région de Constantine, Mostefa Lanouar, n'est pas en reste des objecteurs du nouveau texte ou du moins, certaines de ses dispositions partageant ainsi, la préoccupation de plusieurs de ses confrères quant à l'interprétation de l'article 51 bis 1 inhérent à l'assistance d'un prévenu par son avocat pendant sa garde à vue. Un droit consacré pour la première fois par le nouveau CPP mais, qui s'apparenterait selon leurs termes à une caution de la procédure ficelée et finalisée par

l'officier de police judiciaire. En effet, le texte prévoit «...lorsque l'enquête en cours porte sur les infractions de trafic de drogue, de crime transnational organisé, d'atteinte aux systèmes de traitement automatisé de données, au blanchiment d'argent, de terrorisme et d'infractions relatives à la législation des changes et de corruption, la personne gardée à vue peut recevoir la visite de son avocat à l'expiration de la moitié de la durée maximale prévue par l'article 51 de la présente loi». Dès lors, la présence

d'avocat revêt à leur avis un cachet formel pour avaliser a posteriori la procédure d'autant plus que ce code s'inspire du modèle français qui consacre, lui, le droit d'assistance par un défenseur de son choix ou un avocat commis d'office, au gardé à vue.

Et au bâtonnier d'assurer que sa corporation militera à l'effet de remédier aux insuffisances contenues dans le nouveau CPP qui est loin d'être «un texte divin», selon ses dires.

Ce à quoi le procureur de la République près la cour de Constantine rétorquera en soulignant la confusion qui est faite s'agissant de notre système judiciaire qui s'inspire du modèle latin

et non pas anglo-saxon qui associe la défense aux auditions des prévenus. Un point parmi tant d'autres qui ont été au centre de débats passionnés entre différents acteurs de l'appareil judiciaire de la région Est du pays lors de la journée d'étude tenue hier à l'unité de Sûreté publique de la nouvelle ville Ali-Mendjeli sous l'égide de la cour de Constantine et la participation de l'inspection régionale Est de police nationale, le bâtonnat de la région de Constantine et le groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Officiers de police judiciaire, juristes, douaniers, avocats et magistrats issus de pas moins de 15 wilayas de l'est du pays ont pris part à ce rendez-vous qui a traité

des droits et libertés à travers les nouvelles dispositions du code de procédure pénale.

Les interventions et conférences dispensées ont respectivement traité des principaux amendements du CPP dans l'étape de l'enquête préliminaire, droit du gardé à vue dans le nouveau CPP, prérogatives et devoirs de l'officier de police judiciaire, assurances accordées aux prévenus ayant fait l'objet de comparution immédiate, droits de la défense, nouvelles dispositions procédurales pour la protection de l'enfance et enfin les nouveaux amendements du CPP et leur conformité aux textes universels des droits de l'Homme.

K. G.